

comme délégué à la Commission préparatoire des Nations Unies, particulièrement aux représentants de la Chambre des communes, les honorables députés de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), de Peel (M. Graydon) et de Lisgar (M. Winkler). Je crois que cette délégation a fait preuve du plus bel esprit possible. Il n'y eut aucune manifestation de préjugés politiques de la part des membres de la délégation. Nous avons fait bon ménage, et nous avions conscience de représenter, non pas un parti politique, mais le Gouvernement et surtout le peuple canadien. Il n'est que juste de dire que tous les délégués, de même que les experts du ministère des Affaires extérieures, ont droit aux félicitations de la Chambre.

Je répète que le ministère des Affaires extérieures est constitué d'un groupe d'hommes hautement spécialisés, mais dont le travail ardu est, chose étrange, bien mal rémunéré. Cela n'est pas une critique du premier ministre ni de son sous-ministre, mais je crois que les journaux et la Chambre devraient se rendre compte que les intérêts du Canada seraient peut-être encore mieux servis si l'on encourageait le Gouvernement à relever les traitements de nos diplomates. Au début de leur carrière, alors que pendant plusieurs années ils s'emploient à parfaire leurs connaissances, ces gens sont bien mal rémunérés par rapport à ce qu'ils gagneraient au service de quelque entreprise privée. Le jeune homme d'affaires a sûrement de la valeur, mais son degré de culture n'est pas comparable à celui de nos fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures.

Je m'étais proposé de consacrer intégralement le temps dont je dispose au problème que tous ont actuellement à l'esprit, à savoir, le moyen de jeter les fondements solides d'une paix durable. Je ne suis pas un expert en questions internationales, mais elles ont été l'objet de mes études il y a déjà bien des années, et elles me préoccupent plus particulièrement depuis que le premier ministre m'a fait l'honneur de m'inviter à faire partie de la délégation canadienne à l'assemblée de la Commission préparatoire des Nations Unies, tenue à Londres. Je tiens à réitérer mes remerciements au premier ministre de la confiance qu'il m'a témoignée et de l'occasion qu'il m'a fournie d'entrer en contact avec les diplomates et les hommes d'Etat du monde et d'étudier sur place et, dirai-je, dans une ambiance appropriée, les problèmes qu'il faudra résoudre pour réorganiser le monde et rétablir l'équilibre nécessaire aux relations pacifiques entre les nations.

Moins encore que tout autre pays, le Canada ne peut se tenir à l'écart des affaires du monde et ne peut se désintéresser de la

mise au point d'une politique mondiale. On a déclaré, au cours des six derniers mois, qu'advenant une autre guerre, le Canada court le risque de servir, dans une certaine mesure, de champ de bataille aux forces en présence. Tous ceux qui étudient les affaires mondiales se rendent compte de ce danger auquel, il y a quelques années, on n'aurait même pas songé.

On a tiré de cette perspective des conclusions diamétralement opposées. Certains prétendent que nous devons lier notre sort exclusivement à celui de la Grande-Bretagne; d'autres déclarent que nous devons être libres de toutes entraves et attaches. Un éminent historien déclarait dernièrement, à Montréal, que nous nous trouvons dans cette situation parce que:

Nous avons lié notre système militaire et notre destinée aux impérialismes anglo-saxons.

Ce dernier argument n'est pas solide. Il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte géographique pour le constater.—Parce que nos deux voisins sont parvenus au premier rang parmi les nations du monde, nous nous trouvons, au point de vue géographique, dans une situation stratégique. Cela n'a rien à voir avec les liens qui nous unissent au Commonwealth, et ne peut aucunement nous autoriser à nous désintéresser du sort de la Grande-Bretagne ou à négliger nos relations amicales avec les Etats-Unis. L'autre théorie est également fautive, puisque c'est moins notre lien à la communauté britannique que la puissance de nos voisins du sud qui pourra, en cas de danger, nous apporter le salut. Il nous faut être assez pratiques pour le reconnaître.

Quoi qu'il en soit, dans un cas comme dans l'autre, je crains pour les meubles, ainsi que le disait un homme dont la maison se trouvait sur le parcours d'une tornade.

Je ne mentionne ici qu'une seule raison égoïste pour laquelle le Canada, de toutes les nations au monde, se doit de ne pas se désintéresser de l'issue de la partie que jouent maintenant les grandes puissances, afin de cacher les véritables appétits et les véritables conflits qui sont à la base du malaise actuel.

Primant ce motif national, il en existe un autre plus profond. C'est la reconnaissance du fait que notre univers doit devenir un seul tout ou qu'il doit cesser d'exister. Par conséquent, tous les Etats doivent collaborer à l'amélioration des relations internationales par la suppression des causes de discordes, qu'elles viennent de l'ambition désordonnée des uns, de la crainte d'insécurité des autres, de la répugnance d'accorder à d'autres les droits dont on jouit soi-même, de raisons économiques ou du déséquilibre des diverses économies nationales.